

Le monde selon Feliks

Par Étienne Peyrat

Alors que les mémoires du communisme suscitent, plus que jamais, des divisions entre Europe et Russie, un ouvrage revient sur une des clefs de voûte de l'ex-monde socialiste, son système de polices politiques, et pose la question de sa capacité réelle à « faire bloc ».

À propos de : Emmanuel Droit, *Les polices politiques du bloc de l'Est. À la recherche de l'Internationale tchékiste, 1955-1989*, Gallimard, 2019. 288 p., 24 €.

Austère et anguleuse, la silhouette de Feliks Dzerjinski appartient au nombre des statues déboulonnées, à partir de 1989, à travers une Europe centrale et une URSS en crise. En s'attaquant à cette figure historique du bolchevisme, rejeton d'une famille noble polonaise de l'Empire tsariste devenu révolutionnaire, les manifestants ciblent le « Feliks de fer », premier dirigeant, jusqu'à sa mort en 1926, de la police politique soviétique, la *Tchéka*¹. Si refus du communisme et critique du rôle des polices politiques vont à ce moment de pair, dans toute la région, c'est que la centralité de la *Tchéka* et de ses organes successeurs a constitué un leitmotiv du pouvoir soviétique et, après 1945, des différents États communistes.

L'ouvrage d'Emmanuel Droit s'attaque à cette « idéologie tchékiste », qui repose sur une geste exaltant le service de la révolution par les membres de la police politique, depuis 1917, mais se nourrit aussi des évolutions de la guerre froide et de la construction d'un véritable monde communiste par les Soviétiques après la Seconde

¹ Elle connaît dès les années 1920-1930 des changements de dénomination, devenant notamment la Guépéou, puis, à partir de 1954, le Comité pour la sécurité d'État (KGB).

Guerre mondiale. Tout en visant à décrire les similarités structurelles et les collaborations entre services de l'ancien bloc de l'Est, le terme « d'Internationale tchékiste », employé en sous-titre, apparaît cependant trompeur, comme l'auteur le reconnaît lui-même en conclusion de sa recherche, faute de révéler un « réseau » suffisamment intégré. Le cadre national reste en effet prédominant dans l'activité de ces polices, malgré le rôle important du KGB, et ne permet pas de comparer les coopérations entre services après 1945 aux formes poussées d'intégration et de soumission à Moscou des militants qui servaient l'Internationale communiste dans l'entre-deux-guerres.

La continuité de certains militants, passés des PC aux polices nouvellement fondées, et le rôle joué par l'allemand comme *lingua franca* bis, en raison de sa maîtrise, à un degré ou un autre, par beaucoup de tchékistes centre-européens, ne suffisent pas à valider la comparaison. Mais cette mise en avant de l'allemand comme connecteur du bloc est le reflet d'une recherche qui, plus qu'une histoire globale des polices politiques communistes, offre une réflexion sur la place spécifique qu'y occupe l'Allemagne de l'Est et son ministère de la Sécurité d'État (*Stasi*)². Méthodologiquement, la RDA fait figure de porte d'entrée vers une histoire connectée, qui reprend d'un œil neuf les questions de « solidarité », d'identité « socialiste » et « d'internationalisme » à l'Est³.

Les deux naissances du mythe tchékiste

L'histoire se répète pour créer le mythe tchékiste, de la période de la guerre civile soviétique à la constitution des démocraties populaires. La guerre civile donne à la Tchéka son siège – la fameuse Loubianka, au cœur de Moscou – mais aussi un ensemble de mythes, sur la « pureté » et la « violence nécessaire » des tchékistes, en appui de la cause révolutionnaire. Au service du Parti, la Tchéka se présente comme une force infaillible et moralement supérieure – la comparaison avec les ordres de chevalerie est esquissée – dans les moments les plus difficiles, comme la Terreur rouge lancée à l'été 1918 ou la période du « communisme de guerre ». La mort de Dzerjinski,

² Dans la continuité des travaux antérieurs de l'auteur, notamment Emmanuel Droit, *La Stasi à l'école. Surveiller pour éduquer en RDA, 1950-1989*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2009.

³ Simon Godard, « Une seule façon d'être communiste ? L'internationalisme dans les parcours biographiques au Conseil d'aide économique mutuelle », *Critique internationale*, 2015/1 (No. 66), pp. 69-83.

en juillet 1926, consolide le mythe, alors même que la Tchéka semblait en quête de sens après la fin de la guerre civile. Si la Terreur stalinienne de la fin des années 1930 élimine une partie des tchékistes eux-mêmes, elle fait aussi monter une nouvelle génération⁴.

Cette génération issue du stalinisme va constituer le gros des conseillers (*sovetniki*) dépêchés par l'URSS dans les démocraties populaires après 1945 pour modeler sur les lignes soviétiques les polices politiques (jusqu'à 1000 personnes en Pologne). Le recours à des communistes exilés à Moscou dans les années 1930 et ayant participé parfois à la guerre d'Espagne est noté, bien qu'on puisse regretter que l'ouvrage ne s'interroge que peu sur les continuités avec les institutions nationales de la période précédente. Certes, les PC arrivent au pouvoir avec une forte méfiance envers ces institutions, mais des recherches récentes ont mis en avant ces connexions temporelles, qui s'accompagnent de clivages forts entre communistes eux-mêmes⁵.

La fondation des polices politiques en Europe centrale rejoue le récit de la Tchéka : sans être confrontées à des guerres civiles de même ampleur, elles ont leurs ennemis du peuple, leurs grands procès et leurs adversaires extérieurs. L'intérêt de l'ouvrage est de souligner la méfiance forte qui existe aussi *entre* polices politiques, héritage de la guerre et de nationalismes ancrés. L'URSS n'entretient que des relations bilatérales avec les démocraties populaires jusqu'au début des années 1950 et celles-ci se connaissent mal, comme le montrent les tensions entre Pologne et Allemagne de l'Est.

Ce n'est qu'en 1955 que le dirigeant du KGB, Ivan Serov, organise la première rencontre multilatérale à Moscou, ouvrant un long processus par lequel les polices cessent d'être des « énigmes réciproques » (p. 28). Les conseillers soviétiques repartent en URSS, pour la plupart, et la coopération devient plus horizontale. Elle repose parfois sur des initiatives politiques, mais aussi sur des interactions quotidiennes, avec le développement d'une sociabilité tchékiste qui culmine dans les années 1970-1980 et tourne par exemple autour de vacances partagées et de parties de chasse pour l'élite.

⁴ Voir notamment Nikita Petrov, « Les transformations du personnel des organes de sécurité soviétiques, 1922-1953 », *Cahiers du monde russe*, Vol. 42, No. 2-4 (2001), p. 375-396. En ligne : <https://journals.openedition.org/monderusse/8460>

⁵ Molly Pucci, « A Revolution in a Revolution: The Secret Police and the Origins of Stalinism in Czechoslovakia », *East European Politics and Societies*, Vol. 32, No. 1 (février 2018), p. 3-22.

La Stasi, étoile montante du bloc

La description d'un monde tchékiste en constitution en parallèle des régimes communistes représente la toile de fond sur laquelle prend place l'argument central du livre d'Emmanuel Droit, relatif à la montée en puissance de la Stasi comme référence au sein du bloc de l'Est. L'auteur identifie, autour du Printemps de Prague (1968), un basculement par lequel la Stasi parvient à inverser le stigmate qui pesait encore – fût-ce de manière atténuée – sur l'Allemagne de l'Est, du fait du passé récent. Elle devient alors, de même que le Parti communiste est-allemand (SED), l'incarnation même de l'orthodoxie face à une Tchécoslovaquie remuante.

Le leader communiste Walter Ulbricht fait de cette position un instrument sur une scène internationale où la place des deux Allemagnes reste un sujet d'affrontement, et le dirigeant de la Stasi depuis 1957, Erich Mielke, multiplie les interventions auprès de ses homologues de l'Est. Le voilà en 1969 qui conseille son homologue tchécoslovaque, Jan Pelnář, sur l'évolution institutionnelle de la Sécurité d'État (*Státní bezpečnost*) dans le cadre de la « normalisation ». La Stasi avance surtout ses propres dossiers. C'est ainsi que les circulations croissantes de citoyens entre la RDA et les pays de l'Est, notamment dans le cadre d'un tourisme socialiste sur la mer Noire⁶, nourrissent une nervosité qui pousse la Stasi à multiplier les coopérations policières et à déléguer, par exemple, des agents sur les plages de Bulgarie⁷.

S'il est clair que la RDA trouve dans la crise de 1968 une forme de consécration politique, la Stasi parvient-elle réellement à imposer en modèle ? Le livre donne plutôt à voir une Stasi essayant d'exporter ses priorités à des services frères quelque peu réticents. Le ton volontiers *rechthaberisch* (donneur de leçons) d'Erich Mielke provoque l'irritation de ses homologues, parfois au détriment d'une coopération plus étroite. L'exemple de l'offensive est-allemande pour étendre les normes de sécurité de l'aéroport international de Schönefeld aux aéroports des autres pays du bloc de l'Est, notamment pour les contrôles d'identité et la fouille des voyageurs, est emblématique de cette situation. Les agents de la Stasi ne peuvent en effet que déplorer des contrôles bien plus souples, traduisant les préoccupations différentes des polices bulgare, hongroise ou polonaise.

⁶ 160 000 Allemands de l'Est passent l'été en Bulgarie dans les années 1980 (p. 152-153).

⁷ Maja Ivanova, *Turizîm pod nadzor. Balkanturist – nachaloto na mezhdunarodnija i masov turizîm v Bîlgarija*, Sofia, Institut za isledvane na blizkoto minalo, 2018.

Le bloc l'épreuve du terrorisme

Si cette offensive aéroportuaire reçoit progressivement un écho, c'est qu'émerge bien un sentiment partagé de menace, autour du terrorisme. En ligne avec des travaux récents, l'auteur rappelle que la vision classique de polices politiques communistes complices de toutes les formes de terrorisme international mérite d'être reconsidérée⁸. La prise d'otages israéliens par les Palestiniens de Septembre Noir aux JO de Munich, à l'été 1972, marque autant les pays communistes que leurs homologues ouest-européens, qui se lancent à l'époque dans ce qui deviendra le groupe de Trévi pour la coordination anti-terroriste⁹.

Sur ce point, l'ouvrage fournit une contribution intéressante à la réflexion sur la construction de la catégorie de « terrorisme » à l'époque contemporaine, entreprise qui demeure délicate, aussi bien pour des raisons de sources que de cadrage du problème¹⁰. Les polices politiques de l'Est manifestent un souci d'opérer un distinguo entre soutien maintenu à la « violence révolutionnaire » et définition d'une catégorie propre de terrorisme, comme le montre la première conférence qu'elles tiennent sur le sujet à Prague, en avril 1979. Le livre souligne les évolutions institutionnelles liées au terrorisme, avec la création d'unités spécialisées (dès l'été 1974 pour le KGB), ainsi que la gêne qui entoure les passages du terroriste Carlos dans les pays de l'Est vers 1979-1980 (p. 194-201).

On aurait cependant pu pousser plus loin le questionnement sur la division des acteurs est-européens face à ce terrorisme, comme le révèle la coopération intéressée de la police politique bulgare – la DS (*Dîrzhavna Sigurnost*) – avec la police criminelle ouest-allemande en juin 1978 pour arrêter Till Meyer, au bord de la mer Noire¹¹. De même, l'exemple du terrorisme arménien des années 1980 illustre bien les contradictions de pays socialistes pour lesquels la Turquie reste un adversaire, mais

⁸ Pour une synthèse des liens, en ce qui concerne la Stasi, voir Matthias Bengtson-Krallert, *Die DDR und der internationale Terrorismus*, Marbourg, Tectum Verlag, 2017.

⁹ Eva Oberloskamp, *Codename TREVI. Terrorismusbekämpfung und die Anfänge einer europäischen Innenpolitik in den 1970er Jahren*, Berlin-Boston, De Gruyter Oldenbourg, 2017, p. 29-49.

¹⁰ Voir les débats autour de l'ouvrage de Jenny Raflik, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*. <https://laviedesidees.fr/Pour-une-histoire-internationale-du-terrorisme.html>

¹¹ Christopher Nehring, « Die Verhaftung Till Meyers in Bulgarien », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, Vol. 63, No. 3 (2015), pp. 321-334.

qui ne tolèrent pas l'extension de ce terrorisme sur leur sol (avec l'assassinat, en septembre 1982, d'un attaché du consulat général turc à Bourgas)¹².

Un certain trouble

Les divergences que peut provoquer l'attitude envers le terrorisme sont cependant minimales, au regard de la crise que créent les changements politiques du bloc à la fin des années 1980. Jusqu'à cette époque, les dissensions politiques n'ont qu'un impact limité sur la coopération : elles se cantonnent pour l'essentiel à la Yougoslavie expulsée dès la fin des années 1940 et à une Roumanie qui tente en vain de réintégrer la communauté tchékiste dans les années 1970. La coopération continue même à avancer, avec la mise en service au début de 1981 d'un Système unifié de fichage, le SOUD (p. 201-203).

L'ouvrage de Droit examine cependant les effets concrets de la Perestroïka sur la communauté d'institutions sœurs. Alors que le KGB dirigé depuis 1982 par Viktor Tchebrikov est étroitement associé à l'entreprise de réforme gorbatchévienne à ses débuts, la Stasi campe sur des positions conservatrices et les échanges de Mielke avec ses homologues témoignent de manière croissante de cette différence.

On voit ainsi se distendre les liens tissés depuis les années 1960 et réémerger la méfiance, politique autant que nationale. Hongrois et Polonais sont vus avec un grand embarras en 1989, du fait de leur évolution politique et la poursuite de la coopération est mise en cause. Cette méfiance est accrue par le fait que, au sein du KGB, ceux qui avaient initialement soutenu Gorbatchev, s'en éloignent progressivement, au point que de nombreux gradés du KGB soutiendront la tentative de putsch d'août 1991. À l'instar de l'incrédulité qui saisit les dirigeants est-allemands, les comptes rendus griffonnés qui permettent de reconstituer les dernières semaines de la Stasi donnent à voir une police désorientée.

Cette histoire des polices politiques du bloc de l'Est ouvre au public francophone un univers qui lui reste encore trop hermétique, faute de traduction des ouvrages spécialisés publiés en Europe centrale et en Allemagne. Il mêle une approche à l'échelle du bloc, réfléchissant aux héritages idéologiques et institutionnelles, et une analyse plus ciblée, sur le fonctionnement de certaines de ces polices. En ce sens, il aide

¹² Gaïdz Minassian, *Guerre et terrorisme arménien, 1972-1988*, Paris, Puf, 2002.

incontestablement à mieux comprendre l'imaginaire qui sous-tend la réhabilitation du tchékisme en Russie actuelle, comme force morale contre la corruption de la société.

L'équilibre entre approche transnationale et histoires nationales n'est pas toujours facile à tenir et la conclusion du livre, sur l'impossibilité de parler d'une véritable « Internationale » tchékiste, l'atteste. La persistance d'intérêts séparés, la faible circulation des cadres, leur multilinguisme limité, les formes mêmes du multilatéralisme mis en place ne sont pas sans similarités avec les limites de l'intégration communiste dans d'autres domaines. Mais on aurait aussi attendu des réflexions sur les relations variées entre polices politiques et PC, sur les enjeux du partage d'information et de la spécialisation thématique des polices¹³, ou encore l'espionnage *entre* alliés, qui fait l'objet de plus en plus d'études pour l'Ouest¹⁴.

L'argument général d'Emmanuel Droit sur la centralité de la Stasi dans le fonctionnement du bloc, suscitera à n'en pas douter la discussion : l'hypothèse mériterait en effet d'être vérifiée plus largement, en examinant de plus près les interactions entre d'autres services du bloc et, surtout, entre ces services et le KGB. De même qu'un décentrement par rapport à l'URSS a permis d'appréhender des réalités auparavant méconnues du bloc de l'Est, quelques écarts par rapport aux sources est-allemandes mettraient ici en perspective les prétentions de la Stasi à aimer le champ des polices politiques et celles d'Erich Mielke à reprendre le flambeau de Feliks de fer.

Publié dans laviedesidees.fr, le 15 janvier 2020.

¹³ Évoquée à travers l'exemple, au cours des années 1960, de l'espionnage polonais et hongrois contre le Vatican conciliaire (p. 93-103).

¹⁴ Christoph Franceschini, Thomas Wegener Friis, Eric Schmidt-Eenboom, *Spionage unter Freunden. Partnerdienstbeziehungen und Westaufklärung der Organisation Gehlen und des BND*, Berlin, Christoph Links Verlag, 2017.